

■ SÉCURITÉ SOCIALE déficit

Famille: le congé parental plus court ?

Avec une inflation trop faible, les recettes de la Sécu sont moins importantes que prévu.

Le déficit de la Sécurité sociale devait passer sous la barre des 10 milliards d'euros en 2014, mais l'objectif ne sera pas atteint : le budget 2015 de la Sécu, présenté par les ministres de la Santé Marisol Touraine et du Budget Christian Eckert demain après-midi, devra se montrer encore plus économique que prévu. Il s'élève, pour cette année, à environ 344 milliards d'euros.



La ministre de la Santé Marisol Touraine s'est battue pour que les économies ne portent pas que sur la santé. Photo AFP

Et si le déficit devait enfin passer juste sous la barre des 10 milliards d'euros, la faible inflation a douché les espoirs : elle pèse sur les comptes en réduisant les recettes, neutralisant certains efforts d'économies et oblige le gouvernement à trouver 2 milliards d'économies supplémentaires. Dans le plan de 50 milliards d'économies du gouvernement d'ici à 2017, 21 concernent la Sécu. Cela doit reposer d'abord sur une maîtrise des dépenses d'assurance-maladie, à hauteur de 10 milliards. Mais Marisol Touraine a bataillé avec Bercy pour éviter que la santé n'assume seule le poids des économies supplémentaires. Elle semble avoir obtenu gain de cause : en termes de réduction des dépenses, les résultats marquent le pas : indemnités journalières en hausse, coûteux traitement contre l'hépatite C, etc. Le gouvernement mise uniquement sur des économies supplémentaires, pas sur des recettes nouvelles.

Maladie et famille

L'assurance-maladie a déjà détaillé un plan de 2,9 milliards d'économies. Le gouvernement pourrait aussi regarder du côté des fraudes aux cotisations, un

gissement de 20 à 25 milliards. La branche famille va par ailleurs être sollicitée à hauteur d'un milliard sur trois ans. Dans le viseur dès 2015, certaines prestations familiales : réduction de la prime de naissance à partir du 2^e enfant, et réduction du congé parental – a priori à 18 mois pour les femmes et autant pour les hommes, tablant sur le fait qu'ils seront moins nombreux à faire valoir ce droit. Objectif : une économie de 300 à 400 millions d'euros.

Prestations gelées

À titre exceptionnel, le gouvernement devrait à nouveau proposer de geler les prestations familiales pour un montant de 360 millions d'euros en 2015, après avoir renoncé à inscrire la mesure dans le budget rectificatif 2014 pour un motif juridique. Devant la vive opposition des députés socialistes, le gouvernement devrait abandonner le gel des pensions invalidité/accidents du travail initialement prévu pour 200 millions d'euros.

■ POLITIQUE scrutin aujourd'hui

Sénat : la troisième défaite de la gauche ?

Le Sénat devrait basculer à droite, aujourd'hui. Lors du renouvellement de la moitié des sièges de la Haute assemblée, ce qui constituerait le troisième revers électoral de la gauche cette année, après les municipales et les européennes.

Le résultat des municipales sera déterminant pour ce scrutin : les sénateurs sont élus au suffrage indirect par un collège de grands électeurs représentant à 95 % les communes. « Les municipales sont le premier tour des sénatoriales », dit-on. À gauche, les plus pessimistes craignent même que la raclée des municipales soit encore amplifiée. « Les élus sont refroidis par la réforme territoriale, celle des rythmes scolaires ou la baisse des ressources financières des collectivités », relève un sénateur. Les affaires Trierweiler et Thévenoud, dont l'épouse était la plus proche collaboratrice du président du Sénat Jean-Pierre Bel (PS), ont encore plombé l'ambiance.

Un sénateur Front national pourrait faire pour la première fois son entrée au Palais du Luxembourg, après les succès du parti d'extrême droite en mars, en particulier dans les Bouches-du-Rhône et le Var.

« Un probable, deux possibles », pronostique le vice-président du parti Florian Philippot. Toutefois, les conséquences d'un Sénat d'opposition pour le gouvernement seraient minimes. En cas de désaccord entre les deux chambres sur un texte législatif, c'est toujours l'Assemblée qui a le dernier mot.

Cette année sont renouvelés les sénateurs des départements compris entre l'Ain et l'Indre, puis du Bas-Rhin à l'Yonne, hors ceux de l'Île-de-France. Les sénateurs sont élus au scrutin majoritaire à deux tours dans les départements qui ont un ou deux sénateurs, à la proportionnelle ailleurs (119). Plusieurs personnalités tirent leur révérence du Palais du Luxembourg : l'ancien président du Sénat Christian Poncelet (Vosges), l'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement (Territoire de Belfort) et même le président sortant de la Haute assemblée, Jean-Pierre Bel (PS, Ariège).

Gérard Larcher, Jean-Pierre Raffarin, Philippe Marini (UMP), Didier Guillaume (PS), ainsi que Nathalie Goulet (UDI) briguent sa succession. L'élection du président du Sénat aura lieu le 1^{er} octobre.

■ RÉFORMES

Service public: le désert gagne nos régions

C'est un petit livre qui va faire du bruit : le catalogue des reculs de l'État et des services rendus à la population. En avant-première, Jean-Claude Mailly nous présente « Il faut sauver le service public », mercredi en librairie.

Le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly pointe les causes du retrait de l'État, et son risque politique : le champ libre laissé au Front national.

Le service public est-il vraiment en danger dans nos régions ?

Oui, les fermetures, les regroupements, remettent en cause le service public de proximité. Tous les services publics sont impactés, au-delà de la fonction publique au sens strict : La Poste, la SNCF, Pôle Emploi... Souvent, d'ailleurs, les mesures se cumulent... Autre élément, on dématérialise le service, au nom de la rentabilité. Nous ne sommes pas contre l'internet, mais rien ne remplace la présence physique.

Des territoires sont-ils plus touchés que d'autres ?

Toutes les régions sont impactées. Mais c'est plus visible dans les petites villes et les zones rurales, où cela conduit vite à la désertification.

Des secteurs sont-ils plus menacés ?

Sans doute la santé... La plupart des hôpitaux sont en difficulté financière, et ferment des lits, parfois des services entiers. Et le projet de budget de la sécurité sociale fait peser une double menace sur le service public : d'un côté, des exonérations de cotisations patronales, dont on ne sait toujours pas comment elles seront compensées ; de l'autre, la croissance en baisse oblige le gouvernement à de nouvelles économies, qu'il cherche dans les dépenses de santé...

N'est-il pas justifié, quand l'argent manque, de rationaliser les services publics ?

On peut réformer l'État, mais le problème, c'est la manière. Nicolas Sarkozy m'avait promis un débat sur l'avenir des services publics, il n'a jamais eu lieu. François Hollande avait demandé au Commissariat à la prospective un travail sur ce sujet, nous l'attendons encore... Il y a continué



« La plupart des hôpitaux sont en difficulté financière, et ferment parfois des services entiers », dénonce Jean-Claude Mailly. AFP

entre les deux présidents, dans la même logique libérale. Il y a même aggravation, avec les 50 milliards de baisse des dépenses publiques.

Les grandes régions sont une solution ?

Je ne crois pas... Il y aura l'État, des régions XXL, des métropoles et de grandes intercommunalités... Mais que deviennent les communes, si on élit les présidents des intercommunalités ? Je n'oublie pas une formule du président des maires ruraux : le maire, c'est le seul service public à portée de gifle du citoyen ! S'il n'existe plus demain, s'il faut aller dans une ville-centre éloignée, on remet en cause la République de proximité.

Quelles conséquences aux élections cantonales et régionales de 2015 – certains évoquent une percée du Front national...

Ces mouvements de rejet de l'autre sont en croissance dans toute l'Europe, comme toujours en période de crise. En plus, avec la hausse des prix de l'immobilier dans les grandes villes, les ouvriers et les employés sont chassés vers la périphérie, comme le montre Christophe Guilluy dans « La France périphérique ». Si en plus, les services publics désertent ces territoires, comment voulez-vous que ces gens ne se sentent pas abandonnés ? Et le problème, c'est que ces mouvements ont des élus qui implantent des réseaux dans les collectivités territoriales, les chambres de commerce et d'industrie, les chambres d'agriculture... Donc, oui, c'est préoccupant.

Plus de bébés, mais moins de maternités

La santé, affirme Jean-Claude Mailly, est le secteur le plus atteint par l'abandon des services de proximité. Une étude a ainsi montré que, chaque année depuis dix ans, deux millions de Français supplémentaires se découvrent sans généraliste à moins de 10 km de chez eux. Et pas question de se rabattre sur les urgences : 10 % de la population se trouvent à plus de trente minutes du premier service d'urgences... La situation est encore plus grave du côté des maternités : leur nombre a chuté de 1 370 à 535 en moins de quarante ans, alors que le nombre de naissances a augmenté. Après deux fermetures à Figeac et Gourdon, le département du Lot ne compte plus qu'une maternité à Cahors – qui a elle-même vu sa capacité diminuer de 55 à 18 lits. Même phénomène en Haute-Saône, poursuit le livre, « où le nombre de lits est passé de 70 à 28 et où il n'existe plus qu'une seule maternité, à Vesoul ».

Au total, en moins de dix ans (2000-2009), le nombre de lits et places d'hôpital a diminué de 87,8 pour 10 000 habitants à 75,8.

requisitoire de Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière

8 914

c'est le nombre de suppressions de postes de fonctionnaires d'État cette année, selon le projet de loi de finances présenté l'automne dernier. Il mesure plus précisément le solde négatif d'équivalents temps plein travaillés, qui s'établit pour 2014 à 1 906 007.

RÉFORMES

Quatre réformes ont contribué aux évolutions décrites par Jean-Claude Mailly.

RGPP

Pour Révision générale des politiques publiques : lancée en 2008 par Nicolas Sarkozy, elle prévoyait le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

MAP

OU Modernisation de l'action publique : la suite de la RGPP, en version François Hollande.

HPST

Pour la loi Hôpital, patients, santé et territoires : réorganisation du système de santé, en particulier des hôpitaux, menée à partir de 2009 par la ministre Roselyne Bachelot.

REATE

Pour Réorganisation de l'administration territoriale de l'État : une sous-partie de la RGPP, qui a conduit à regrouper des directions départementales des services de l'État et à fermer des sous-préfectures, comme Guebwiller et Ribeauvillé (Haut-Rhin).

Réforme territoriale

Il manque un sigle à cette dernière réforme, qui crée de grandes régions et métropoles au détriment des départements et communes. votée en juillet à l'Assemblée, elle arrive cet automne au Sénat.

« La méthode du rabot présente l'inconvénient d'affecter sans discernement les services les plus utiles et performants. Dans un nombre croissant de services, elle conduit l'État à ne plus exercer certaines missions prévues par la loi, notamment les contrôles. »

Cour des comptes Dans son rapport annuel, publié en février 2014

« Y a plus de papier ! »

Chers pompiers

« Il y a dix ans, il y a eu un nid de frelons dans le tilleul qui borde ma maison. Les pompiers sont venus immédiatement, je n'ai rien payé. Trois ans plus tard, j'ai dû payer 20 €. L'an passé, ils m'ont dit qu'ils n'assureraient plus ce genre de prestation, et m'ont donné une liste de spécialistes. Coût : 70 € ».

Oriental fermé

« Dans l'académie de Lille, trois centres d'information et d'orientation (CIO) ont été fermés et regroupés en un seul. Mais les distances sont devenues telles (plus de 100 km pour les communes les plus éloignées) que cette fusion conduit à une baisse d'activité du nouveau CIO par rapport à celle des trois centres avant fusion » (le nombre de CIO est passé de 582



Le livre sort mercredi.

à 539 en moins de dix ans). Justice sans fax « En février 2014, un suspect

de meurtre a été libéré faute d'encre pour le fax au parquet de Bobigny ».

Police sans papier

« De nombreux usagers victimes d'un vol et venant porter plainte ont témoigné que la police ne pouvait prendre leur plainte faute... de papier (poste de police de la gare de Strasbourg, commissariat de La Courneuve) ».

Tempête sur la Météo

« La moitié des 93 centres départementaux de Météo France sera supprimée entre 2012 et 2016... La prévision de proximité, plus précise, plus réactive, plus performante et plus adaptée aux besoins des usagers disparaît ».

Extraits de Il faut sauver le service public, de Jean-Claude Mailly (Librio, 3 €).

■ EN BREF



Hier à Nantes, ils étaient des milliers à défilé. Photo AFP

RÉFORME TERRITORIALE Ils veulent rattacher Nantes à la Bretagne

Entre 13 000 et 30 000 partisans du rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne ont manifesté hier à Nantes, pour la « réunification ». Il s'agit de la mobilisation la plus importante depuis le lancement du débat sur la réforme territoriale par le gouvernement, qui doit reprendre dans quelques semaines. Peu avant le départ du cortège, le président de Bretagne Réunie, Jean-François Le Bihan, s'est félicité d'une « mobilisation sans précédent ».

■ TRANSPORTS

manuel valls réclame l'arrêt de cette grève « irresponsable »

Air France: le ciel attendra

Direction et syndicats de pilote restent sur leurs positions. Aujourd'hui, 45 % de vols seront assurés, soit moins qu'hier. C'est dire si les turbulences s'amoncellent sur fond d'hostilité au low-cost.

Vingt millions d'euros de pertes par jour, soit entre 180 et 240 millions depuis le début du conflit. Un fossé qui grandit entre la direction d'Air France et le syndicat des pilotes (SNPL), une incompréhension qui perdure et qui s'amplifie entre les personnels. Un PDG d'Air France/KLM (dont l'État français détient 16 %), Alexandre de Juniac, de plus en plus isolé. Et un Premier ministre, Manuel Valls, qui demande d'arrêter une grève « irresponsable », alors que Matignon estime que « la négociation est maintenant arrivée à son terme ». La nomination d'un médiateur a été refusée.

37 % de low-cost

La direction dénonce les « positions sineuses et contradictoires du SNPL ». Elle propose de maintenir l'emploi des pilotes « aux conditions d'exploitation et de rémunération de Transavia France, afin de garantir la compétitivité de cette dernière ainsi que

son développement en complémentarité avec le réseau Air France ». Le syndicat des pilotes craint de voir Transavia France grignoter certaines destinations d'Air France. En filigrane, il redoute que l'essentiel des vols courts et moyen-courriers d'Air France passe sous pavillon Transavia. Est-ce justifié, ou cela témoigne-t-il d'un refus d'affronter un nouveau contexte économique, où le low-cost devient progressivement roi des airs ? Dans une course au grand public, dans un contexte hyperconcurrentiel, qui a raison ? Pour certains spécialistes du transport aérien, la « dématérialisation » du ciel induit forcément une détérioration des conditions de travail, mais il est

aujourd'hui très difficile de faire marche arrière. Dans la plupart des grandes autres compagnies européennes, le low-cost fait déjà partie du paysage (Lufthansa avec Germanwings, British Airways avec Go Fly), et parfois, comme en Allemagne, génère également des conflits. Des arrêts de travail des pilotes ont conduit en avril à l'annulation de 3 800 vols chez Lufthansa.

En Europe, les compagnies low-cost représentent 37 % du trafic aérien. Aux États-Unis, où le low-cost a pris son envol au milieu des années 70, la question ne se pose plus – ni pour les salariés des compagnies, ni pour les clients. D'après certains experts aériens, la majorité des 650 000 pilotes

travaille même indifféremment et à salaire presque égal pour les compagnies low-cost et les « historiques ». Les pilotes français ne sont peut-être pas encore prêts à prendre ce virage.



Pour la direction et les professionnels du secteur, cette grève est « catastrophique pour le secteur aérien français ». Photo AFP